

# CADRE DE REPONSE TECHNIQUE (CRT)

**Le candidat structure son mémoire technique en respectant strictement le cadre de réponse technique (CRT) présenté ci-après. Le respect de ce cadre de réponse implique :**

- Que l'ensemble des informations demandées au CRT soient fournies ;
- Que l'intégralité des éléments figurant au CCTP visé et au CCAP soient prise en compte dans la formulation de l'offre ;
- Que l'offre soit structurée en chapitres et paragraphes selon le même découpage que celui proposé ci-dessous.

**L'attention du candidat est attirée sur le fait que le mémoire technique ne doit pas excéder 80 pages, annexes non comprises (police Times New Roman », taille 11 avec des interlignes simples). La ou les annexe(s) technique(s) proposée(s) par le candidat en complément de son mémoire technique ne devra(ont) quant à elle(s) pas excéder un total de 80 pages (police Times New Roman », taille 11 avec des interlignes simples). Le candidat veillera à transmettre l'ensemble des documents présentés de manière à faciliter leur analyse par l'Administration (titrage et numérotation des annexes, création d'un sous-dossier « annexes techniques » ...).**

**Le mémoire technique comprend également, dans ses premières pages, un « résumé opérationnel », qui synthétise en 2 ou 3 pages au maximum, le mémoire technique.**

En complément, le candidat fournit :

- Une présentation de son entreprise (au sein du mémoire technique ou en annexe) qui permette d'appréhender ses capacités à exécuter l'accord-cadre. Il est porté à la connaissance des candidats que cette présentation ne fera pas l'objet d'une notation.
- Une décomposition des prestations (au sein du mémoire technique ou en annexe) selon les indications de l'article IV.2 du Règlement de consultation. Il est précisé que cette décomposition des prestations ne constitue pas un engagement contractuel. En outre, elle ne fera pas l'objet d'une notation.

Il est précisé que, dans le cadre de la notation du candidat, la règle des arrondis prévue à l'article VI.3 du Règlement de consultation sera appliquée.

## **CRITERE 1 : CRITERE TECHNIQUE (60 points)**

Le critère 1 est décomposé en les sous-critères suivants :

### **A. Sous-critère 1.1 : Moyens techniques envisagés (15 points)**

Le candidat indique les outils qu'il propose d'utiliser dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, en complément de ceux détenus par l'Administration et indiqués au CCTP.

Les moyens techniques sont, à titre non exhaustif :

- Des outils de test de la qualité des développements ;
- Des outils de performance des produits ;
- Des outils d'audit ;
- Des outils nécessaires à la constitution d'une base de connaissance liée au support ;
- Des outils augmentant l'efficacité du développement (usine logicielle, gestion des sources, gestion du versioning) ;
- Documentation technique ;
- Documentation projet.

### **B. Sous-critère 1.2 : Qualité des profils pressentis pour exécuter les prestations de l'accord-cadre (15 points)**

En appui de son mémoire technique, le candidat présente les profils qu'il compte mobiliser dans le cadre des prestations objet du présent accord-cadre. Le candidat fournit des types de profils pressentis en détaillant la qualification et l'expérience dans les compétences demandées et décrites au sein du CCTP.

Il attendu que les profils proposés aient des compétences en lien avec les unités d'œuvre décrites dans le CCTP, corroborées, le cas échéant, par des certifications ou équivalent.

L'Administration notera le candidat en fonction des éléments suivants :

- Le niveau de qualification des types de profils pressentis, attesté par un diplôme, une certification ou équivalent ;
- Le nombre d'année d'expérience des types de profils pressentis.

### **C. Sous-critère 1.3 : Qualité de l'organisation et de la méthodologie (15 points)**

Le critère 1.3 est décomposé en les sous-critères de niveau 2 suivants :

- Sous- critère 1.3.1 de niveau 2 : L'organisation des équipes (5 points).

Le candidat présente l'organisation des équipes (et les fonctions de chacun) qu'il compte mettre en place dans le cadre de l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.

Il est demandé au candidat qu'il fournisse également un projet d'organisation interne permettant de répondre à l'ensemble des besoins exprimés dans le CCTP.

- Sous- critère 1.3.2 de niveau 2 : La mise en œuvre envisagée de l'exécution des prestations (5 points).

Le candidat présente la mise en œuvre envisagée par le candidat de l'exécution des prestations.

A ce titre, il lui est demandé de fournir :

- Un descriptif de chacune des phases ;
- Un scénario de mise en œuvre.
- Sous-critère 1.3.3 de niveau 2 : Le pilotage opérationnel des prestations (5 points).

Le candidat décrit le pilotage opérationnel des prestations qu'il propose de mettre en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

A ce titre, il fournit notamment (cette liste étant non exhaustive) :

- Des indicateurs de performance (KPI) ;
- Des outils de suivi de la performance des équipes ;
- Des modèles de *reporting* ;
- Des modèles de *dashboards*.

#### **D. Sous-critère 1.4 : Qualité de la méthodologie et des moyens en œuvre pour répondre aux documents techniques de référence (15 points).**

Le candidat détaille la méthodologie et les moyens qu'il propose de mobiliser afin de répondre aux exigences des documents techniques de référence suivants :

- Le référentiel général d'accessibilité pour les Administrations (RGAA) (version 4.1.2), approuvé par arrêté du 20 septembre 2019 ;
- Le référentiel général d'interopérabilité (RGI) (version 2.0), approuvé par arrêté du 20 avril 2016 ;
- Le référentiel général de sécurité (RGS) (version 2.0), approuvé par arrêté du 13 juin 2014 et étendue par arrêté du 10 juin 2015 ;
- Le Cadre de gouvernance de la sécurité numérique de l'État (PSSIE) ; étant précisé que ce cadre s'articule autour :
  - Du décret n° 2019-1088 du 25 octobre 2019 relatif au système d'information et de communication de l'État et à la direction interministérielle du numérique modifié par le décret n° 2022-513 du 8 avril 2022 relatif à la sécurité numérique du système d'information et de communication de l'État et de ses établissements publics.
  - De l'instruction générale interministérielle n°1337/SGDSN/ANSSI sur l'organisation de la gouvernance de la sécurité numérique de l'État, approuvée par arrêté du 26 octobre 2022.
  - De la circulaire du Premier ministre n° 5725/SG du 17 juillet 2014 introduisant la politique de sécurité des systèmes d'information de l'État (PSSIE).
- L'Application Security Verification Standard Version 5.0.0 adopté par l'OWASP (Open Web Application Security Project) en mai 2025 (spécifique au lot 2) ;
- La nomenclature des profils métiers du SI publié par le CIGREF (version 2024).

